

01/10/2024

Daniel Debomy,
Conseiller « Opinions
publiques », Institut Jacques
Delors, Directeur d'OPTeM

La France, homme malade de l'Europe ?



© Freepik

• Introduction

Les élections européennes ont donné lieu à une poussée des partis d'extrême droite et populistes, notamment dans les États membres fondateurs de l'Union européenne (à l'exception du Luxembourg).

Cette poussée a été particulièrement forte en France, où elle a été confirmée à l'occasion des élections législatives qui ont suivi, après la décision du Président de la République de dissoudre l'Assemblée nationale.

Elle va de pair avec une montée d'euroscpticisme, que le présent document vise à préciser et expliciter, en s'appuyant sur les résultats des dernières enquêtes Eurobaromètre de la Commission et du Parlement européens réalisées au printemps¹. C'est dans un tel climat que le nouveau Premier ministre Michel Barnier et l'équipe ministérielle qu'il a constituée, après trois mois de latence gouvernementale, entrent en fonctions.

¹ Eurobaromètre Standard EB 101 de la Commission pour la plupart des questions examinées ici. Réalisation sur le terrain en avril-mai 2024 ; Eurobaromètre 101.1 du Parlement européen pour les questions portant sur l'appartenance à l'UE et le bénéfice perçu de celle-ci. Réalisation sur le terrain en février-mars 2024.

I • Une euromorosité record

Les Français sont, de tous les citoyens des vingt-sept États membres, ceux qui ont de l'UE l'image la plus médiocre : positive pour 33%, négative pour 28% (et neutre pour 38%, 1% ne donnant pas de réponse). Si les avis positifs dépassent légèrement les avis inverses, l'écart entre les deux est de beaucoup inférieur à celui qu'on relève dans la moyenne communautaire (44% contre 18%).

On trouve ensuite, parmi les pays aux scores les plus bas (entre 35% et 40%) la Grèce, Chypre, Malte, la République tchèque et la Slovaquie.

Ils expriment très minoritairement - et moins que les citoyens de tous les autres pays - leur confiance en l'UE : 34%, contre 54% (la moyenne européenne étant de 49% contre 42%).

Après eux viennent les Chypriotes et les Slovaques, puis les Tchèques et les Grecs (degré de confiance inférieur au taux de défiance chez eux également).

Interrogés sur la direction que prennent les choses dans l'UE, ils sont les moins nombreux à la juger bonne : 17% contre 60% mauvaise. Le score des bonnes opinions est deux fois plus haut dans la moyenne européenne : 34% contre 48%.

Se situent en outre parmi les moins positifs (30% ou moins) les Chypriotes, les Grecs, les Slovaques mais aussi les Finlandais, les Néerlandais, les Luxembourgeois, et les Allemands.

Quant à la situation économique européenne, ce sont encore eux qui en ont la vision la plus sombre : 29% la jugent bonne, contre 51% mauvaise.

Ensuite viennent les Tchèques, les Estoniens, les Allemands, les Grecs et les Italiens - avec toutefois en ce qui concerne tous ces pays 40% au moins d'opinions positives ; et le jugement européen moyen est plus favorable que défavorable (47% contre 41%).

Ils sont de tous les moins enclins à l'optimisme pour le futur de l'Union, et les seuls pour lesquels le solde entre optimistes et pessimistes est négatif (46% contre 49%) - très loin derrière la moyenne des citoyens européens (62% contre 35%).

Après eux viennent les Grecs et les Tchèques (entre 50% et 55%).

Ils font également partie de ceux qui pensent le moins que les intérêts de leur pays sont bien pris en compte dans l'UE : à 48% contre 40%, la moyenne communautaire étant nettement plus élevée (59% contre 35%).

Ils voisinent dans cette opinion avec les Grecs et avec les citoyens de bon nombre de petits ou très petits pays parmi les plus récents États membres de l'UE (Chypre, Malte, Bulgarie, République tchèque, Slovaquie, Slovaquie, Slovaquie, Slovaquie, Slovaquie, Slovaquie, Slovaquie, Lettonie) - aux scores eux aussi inférieurs à 40%.

II • Une vision très sombre de la situation du pays

Les Français sont, après les Grecs (et à quasi-égalité avec les Bulgares), ceux des Européens qui évaluent le plus négativement la situation générale de leur pays. Ils la jugent bonne à 31%, contre 66% mauvaise, loin derrière la moyenne de 46%, contre 52%, dans les vingt-sept États membres.

Les autres pays particulièrement sombres à cet égard incluent notamment l'Italie, l'Espagne, le Portugal et la Slovaquie (entre 35% et 40% d'avis favorables).

Ils ont également les perceptions les moins favorables, derrière les Grecs, de la situation de l'économie nationale ; elle est bonne selon 23% d'entre eux, mauvaise selon 73%, alors que la moyenne européenne est de seize points plus élevée (39% contre 58%).

Les Bulgares, les Slovaques, les Lettons et les Italiens figurent en outre parmi les moins positifs (scores inférieurs à 30%).

Sur la direction que prennent les choses dans le pays, leur score est le plus bas de tous les États membres : bonne pour 14%, mauvaise pour 73% - la moyenne européenne étant de 30% contre 58%. Avec 25% ou moins de visions positives, on trouve en outre la Grèce, Chypre, la Bulgarie, la Slovaquie, ainsi que la Finlande et les Pays-Bas (dans le dernier cas à la suite d'une chute brutale depuis l'enquête précédente, vraisemblablement liée aux remous politiques internes).

Et, pour ce qui est de la confiance envers le gouvernement, les Français sont aussi ceux qui sont le moins enclins à l'exprimer, avec les Bulgares et les Slovaques : elle ressort dans la dernière enquête de la Commission à 19%, contre 74% de défiance - après une chute de sept points depuis l'automne 2023 ; la moyenne européenne est de 33%, contre 61%.

Dans d'autres pays, ce score est particulièrement bas aussi, mais pas au même degré : moins de 30% en Grèce, en Espagne, en Lettonie et en Roumanie.

III • Des opinions qui restent cependant favorables à l'appartenance à l'UE

Interrogés, dans l'enquête du Parlement, sur le fait de savoir si l'appartenance de leur pays à l'UE est une bonne chose ou une mauvaise chose, les Français optent pour la première réponse à 53% et seulement à 17% pour la deuxième (en outre, 28% pour « une chose ni bonne ni mauvaise ») : score nettement positif, bien qu'en retrait par rapport à la moyenne européenne (de 60% contre 12%).

On relève des résultats moins favorables dans sept États membres (41% en Autriche ; 45% en Grèce, en Italie, en Bulgarie, en Roumanie, en République tchèque ; 51% à Chypre).

Le pays a-t-il dans l'ensemble bénéficié de son appartenance ? Dans la même enquête 63% des Français, contre 26%, estiment que oui ; la moyenne des vingt-sept est de 71% contre 23%.

S'ils se montrent là parmi les moins ardents (les Bulgares (52%), les Autrichiens (56%) et les Italiens (59%) l'étant moins encore), ils manifestent quand même une reconnaissance tout à fait majoritaire des apports dus à l'UE.

Pourrait-il mieux faire face à l'avenir s'il était en dehors de l'UE ? Les Français répondent très majoritairement par la négative, dans une proportion d'ailleurs proche de la moyenne communautaire : ils sont 31% à opter pour la réponse oui, 57% à la rejeter ; dans l'UE globalement, le score est de 30%, contre 63%.

Parmi les pays où on évoque le plus l'hypothèse de se détacher de l'UE on trouve (pour des raisons sans doute assez différentes) l'Italie, l'Autriche, la Pologne et la Croatie (à plus de 40%).

On peut noter en outre que **l'attachement à l'UE professé par les Français n'est guère inférieur à la moyenne enregistrée dans l'UE** : 58% en France contre 40%, la moyenne étant de 61% contre 37%. Ceux qui se déclarent le moins attachés à l'Union sont les Tchèques, les Autrichiens, les Grecs et les Chypriotes.

Enfin, ils sont majoritairement d'accord avec l'idée que **« plus de décisions devraient être prises au niveau de l'UE »** : à 53% contre 37% ; sur ce plan ils apparaissent **seulement un peu moins favorables que la moyenne des vingt-sept** (de 58% contre 35%). D'autres pays se montrent beaucoup plus réticents sur ce plan, à commencer par les trois pays nordiques, l'Irlande, et les Républiques tchèque et slovaque (où la proportion d'accords ne dépasse pas 40%).

• Conclusion

Les Français sont à l'évidence frappés par une crise profonde d'euromorosité.

Celle-ci va de pair avec un très grand pessimisme qui règne sur l'état de leur pays et sur sa gouvernance (phénomène qu'on observe couramment en étudiant les évolutions de l'opinion : un moral en baisse au plan national tend à s'accompagner de défiance ou au moins de distance avec toute proposition politique et toute institution, européennes ou autres).

Les Français, dans leur grande majorité, ne sont cependant pas devenus antieuropéens ; mais ils peinent à adhérer à un projet auquel il manque sans doute une boussole ou un fil directeur clair. Nombre de responsables et de commentateurs s'expriment sur l'Union européenne, mais **la pédagogie de l'UE** (souci constant de celui dont notre institut porte le nom) **est manifestement défailante².**

Le Premier ministre a réaffirmé son engagement de « dire la vérité » aux Français sur l'état, très dégradé, du pays, et d'éviter les discours convenus.

Quant à l'UE, à la fois Européen d'expérience et gaulliste de tradition, il n'aura certainement pas oublié qu'on ne saurait se contenter « de sauter sur sa chaise comme un cabri en disant : l'Europe, l'Europe, l'Europe... ».

² Les Français sont aussi ceux qui ont, de tous, le score d'accord le plus bas avec la proposition « Je comprends le fonctionnement de l'Union européenne ».

Directeur de la publication: Sylvie Matelly • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • © Notre Europe - Institut Jacques Delors

Notre Europe – Institut Jacques Delors
Penser l'Europe • Thinking Europe • Europa Denken
18 rue de Londres 75009 Paris, France • www.delorsinstitute.eu
T +33 (0)1 44 58 97 97 • info@delorsinstitute.eu



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Ce projet reçoit des financements du programme Citizens, Equality, Rights and Values Programme (CERV) de la Commission européenne sous le numéro Project 101104850 – IJD 2024.